

[Text]

Mr. Roberts: I would like to and I will try to be brief. I am not sure whether I am not communicating well or whether my words are falling on deaf ears. I do attach a high importance to Members of Parliament and to the Estimates and to the committee process. I am asked: What other obligations are there? There are obligations to attend the House of Commons; there are obligations to go to Cabinet and to Cabinet committees.

Mr. Hawkes: Incredible statement twice in a year!

The Chairman: Order, order!

Mr. Roberts: What I am trying to say is that if the members of the committee want a commitment from me to come back to talk on immigration matters or whatever matters they want, I will do that. If they want today a commitment as to what that specific date is, I cannot give that.

Mr. McGrath: Well, Mr. Chairman . . .

The Chairman: Order!

Mr. McGrath: I want to put a motion on the floor, if I may.

The Chairman: Yes, you may.

Mr. McGrath: I am pleased with the Minister's statement.

Mr. Hawkes: He did not answer what the priorities are. What are these other things that take those three days a week?

The Chairman: Order! Order! Order, please. The members have put their questions. As they know, as in the House of Commons during Question Period, ministers can answer or not. The Minister has given an answer which can be accepted or not by the members.

An Hon. Member: It will not be accepted by the people.

The Chairman: Well, that is something that will be decided upon. I have to tell the committee that in my responsibility as chairman it is my duty to uphold the rights of Parliament and the Minister knows that revolutions have been fought over the whole basic principle of Parliament, the power of Parliament to control the purse and to decide on the spending of moneys by the Crown, in 17th century England and in the United States. So it is a very important principle that Parliament should approve of the Estimates of government and it is time to examine those Estimates. Now, the opposition have expressed their concern about the appearance of the Minister before the committee. The Minister has said he will try to find additional time. He has also said he will make his officials available if he cannot be there. Mr. McGrath has asked me what we can do. As far as I know, I have no power or the committee has no power to oblige the Minister or any other witness to appear. We cannot force anybody to appear. Mr. McGrath said he would have to appeal this to a higher body and he could explore those possibilities with the Chair and with the Clerk of the House. As he knows, when estimates are returned to the House, there is an opportunity for the opposi-

[Translation]

M. Roberts: Oui, et j'essaierai d'être bref. Je ne sais si je ne me fais pas comprendre ou si mes paroles tombent dans l'oreille d'un sourd. J'attache une grande importance aux députés et aux prévisions ainsi qu'au processus des comités. On me demande quelles sont mes autres obligations, je répond que je dois aussi assister aux travaux de la Chambre des communes et que j'ai certaines obligations envers le Cabinet et ses comités.

M. Hawkes: C'est une déclaration incroyable deux fois par an!

Le président: À l'ordre!

M. Roberts: Si les membres du comité veulent que je m'engage à revenir pour discuter de questions touchant l'immigration ou d'autres, je puis m'y engager. S'ils veulent un engagement concernant des dates précises, je regrette, je ne peux en donner.

M. McGrath: Monsieur le président.

Le président: À l'ordre!

M. McGrath: J'aimerais proposer une motion.

Le président: Allez-y.

M. McGrath: Je suis heureux d'entendre la déclaration du Ministre.

M. Hawkes: Il n'a pas répondu, il ne nous a pas dit quelles étaient ses priorités. Quelles sont ces autres activités qui lui prennent tout son temps?

Le président: À l'ordre s'il vous plaît! Les députés ont posé leurs questions. Comme ils le savent, comme c'est la coutume à la Chambre des communes pendant la période des questions, les ministres sont libres de répondre ou non. Le Ministre a donné une réponse que les membres du comité peuvent accepter ou non.

Une voix: Mais la population ne l'acceptera pas!

Le président: Mes fonctions de président m'obligent à faire respecter les droits du Parlement; comme le Ministre le sait, on a fait des révolutions en Angleterre au 17^e siècle ainsi qu'aux États-Unis pour défendre le droit du Parlement de contrôler les deniers publics et les dépenses de la Couronne. Donc, un principe très important veut que le Parlement doive approuver les prévisions gouvernementales, et il est temps que celles-ci fassent l'objet d'un examen. L'opposition a exprimé ses préoccupations quant à la comparution du Ministre devant le comité. Le Ministre a dit qu'il essaierait de trouver du temps supplémentaire. Il a dit également qu'il ferait en sorte que ses hauts fonctionnaires soient disponibles s'ils ne peut être présent. M. McGrath m'a demandé ce que nous pourrions faire. Que je sache, je n'ai aucun pouvoir, le comité non plus, pour ce qui est de forcer un Ministre ou tout autre témoin, à comparaître. Nous ne pouvons forcer qui que ce soit à comparaître devant le comité. M. McGrath a dit qu'il devrait alors en appeler auprès d'une instance supérieure et qu'il examinerait de telles possibilités en compagnie du président et du greffier de la Chambre des communes. Comme il le sait sûrement, lorsque les prévisions budgétaires reviennent à l'ordre des travaux de la Chambre, il est alors possible à